

Scandale à Venise lié à la construction de digues de protection

Arrêtés, le maire de la Sérénissime ainsi que de nombreux élus auraient touché des pots-de-vin

Rome

Correspondant

Les 78 digues flottantes en cours de construction au large de Venise étaient censées protéger la Sérénissime des grandes marées; mercredi 4 juin, elles ont en partie cédé, laissant passer les vagues d'un nouveau scandale politico-financier. Un de plus. A l'aube, les gendarmes financiers ont interpellé 35 personnes, soupçonnées de corruption, de trafic d'influence et de blanchiment dans le cadre des gigantesques travaux de ce projet baptisé MOSE (Moïse en italien), pour MOdulo Sperimentale Elettromeccanico.

Parmi les 100 personnes mises en examen, figurent le maire de Venise, Giorgio Orsini (Parti démocrate, PD, centre gauche), placé en résidence surveillée, et l'ancien gouverneur pendant quinze ans de la région, Maurizio Galan (Forza Italia, droite), encore protégé par son immunité de parlementaire.

Selon les enquêteurs, le premier aurait financé, à hauteur de 400 000 euros, sa campagne aux municipales de 2010 avec de l'argent prélevé sur le budget de ce chantier pharaonique; le second aurait fait réaliser, gratuitement, des travaux dans sa résidence par des entreprises participantes qui l'auraient en outre « salarié » pour un montant d'un million d'euros par an. Tous deux se disent « étrangers à ces accusations ». Lancé en 2003, ce projet devrait être achevé en 2016. Son coût est passé de 2,3 milliards d'euros à 5,6 milliards.

Pots-de-vin, fausses factures, caisse noire, liens douteux entre le milieu politique et les affaires: on trouve tous les ingrédients classiques de la corruption dans cette affaire. Vingt millions d'euros auraient ainsi été prélevés, avant d'être dissimulés dans des sociétés écrans basées en Suisse et à Saint-Marin. Quarante millions ont été saisis au cours des différentes perquisitions. Pour le procureur en chef de Venise, Luigi Delpino, « une grande partie de ces fonds servait à financer des forces politiques à un

niveau local, régional et national. C'est à la fois pire et plus raffiné » que la situation mise au jour par les enquêtes de l'opération « Mains propres » dans les années 1990.

Grands travaux, grandes escroqueries? Cette affaire intervient quelques semaines après l'arrestation de responsables de l'Exposition universelle de Milan, qui ouvrira ses portes en mai 2015, ainsi que d'élus de gauche et de droite.

Les travaux de « Moïse »

En réaction, le premier ministre, Matteo Renzi, a confié la vérification de la régularité des appels d'offres à un magistrat réputé incorruptible, Raffaele Cantone. Ancien maire de Venise, Massimo Cacciari estime que « la façon dont les grands travaux sont lancés dans ce pays est criminogène ». En cause: l'urgence dans laquelle ils sont décidés et qui allège les procédures de vérification, qu'il s'agisse de la reconstruction de L'Aquila ou des travaux du TGV Lyon-Turin.

Quoi qu'il en soit, l'affaire tombe mal pour le chef du gouvernement, sorti renforcé des élections européennes par la large victoire du Parti démocrate et l'écart creusé avec le Mouvement 5 étoiles (M5S), qui a fait du « tous pourris » son leitmotiv. L'agenda de réformes de M. Renzi ne comporte pas, dans l'immédiat, de mesures spécifiques contre la corruption, mal endémique de l'Italie. « Que devront encore faire ces partis pour ne plus mériter le vote des citoyens italiens? », se demande le député M5S Luigi di Maio, sur sa page Facebook.

Achevés à 85%, les travaux du projet Moïse devraient continuer. Adjoint à l'environnement de la ville de Venise, Gianfranco Bettin demande de « faire le ménage », ce dont pourrait être chargé un commissaire nommé par le gouvernement pour gérer la ville jusqu'à de nouvelles élections. Ecrivain (*Ça change quoi?*, Seuil), vénitien, Roberto Ferrucci, nous écrit: « Après les élections européennes, j'avais retrouvé le sourire disparu depuis vingt ans, et voilà... » ■

PHILIPPE RIDET

Scandalo a Venezia. collegato alla costruzione delle dighe di sbarramento

